

Convention collective

**IDCC : 8832. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Haute-Loire et Lozère)
(11 août 1982)**

(Étendue par arrêté du 30 novembre 1982,
Journal officiel du 20 janvier 1983)

**AVENANT N° 83 DU 18 JANVIER 2018
RELATIF AU BARÈME DES RÉMUNÉRATIONS MINIMALES
AU 1^{ER} JANVIER 2018**

NOR : AGRS1897046M

IDCC : 8832

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Haute-Loire ;

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Lozère ;

Fédération départementale des CUMA de Haute-Loire ;

Fédération départementale des CUMA de Lozère ;

Union régionale des entrepreneurs des territoires d'Auvergne,

D'une part, et

Syndicat Force ouvrière des salariés en agriculture de Haute-Loire ;

Syndicat Force ouvrière des salariés en agriculture de Lozère ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT de Haute-Loire ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT de Lozère ;

Union départementale CFE-CGC de Haute-Loire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe II « Salaires » de la convention collective de travail du 11 août 1982 concernant les exploitations et entreprises agricoles des départements de la Haute-Loire et de la Lozère est abrogée et remplacée par la suivante :

« Exploitations et entreprises agricoles

(Exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de culture ou d'élevage spécialisés, de maraîchage, d'horticulture, de pépinière ; coopératives d'utilisation de matériels agricoles ; entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers de la Haute-Loire).

À compter du 1^{er} janvier 2018 les salaires minimaux applicables sont fixés selon la grille ci-après :

1. Personnel d'exécution

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 35 heures par semaine, soit 151,67 heures)
I	1	100	9,88	1 498,50
	2	110	9,91	1 503,05
II	1	120	10,03	1 521,25
	2	130	10,17	1 542,48
III	1	140	10,31	1 563,72
	2	150	10,47	1 587,98
IV	1	160	10,81	1 639,55
	2	170	10,98	1 665,34

2. Personnel d'encadrement

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 35 heures par semaine, soit 151,67 heures)
I	–	225	12,40	1 880,71
II	–	280	13,92	2 111,25
III	–	350	15,87	2 407,00

Article 2

Le présent avenant dont les parties demandent l'extension prend effet le 1^{er} janvier 2018.

Un exemplaire en sera remis à chacune des organisations signataires et déposé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Fait au Puy-en-Velay, le 18 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)